



Après le 27 mai :

continuons

La réforme des retraites de Sarkozy s'inscrit explicitement dans la lignée des contre-réformes antérieures de 1993, 2003 et 2007-2008, alors même que celles-ci ont entraîné en moyenne une baisse de 20 % du niveau des pensions.

S'attaquer à l'âge légal de départ à la retraite et augmenter encore la durée de cotisation, c'est cela que Sarkozy appelle "augmenter le temps d'activité". Il sait que cela entraînera une nouvelle baisse du niveau des pensions et il reconnaît que ces solutions auront des conséquences sociales dommageables.

Le gouvernement sait aussi qu'une augmentation des cotisations patronales de 0,26% par an pendant 40 ans suffirait à régler la question du financement. Qui peut penser sérieusement que cela mettrait en péril l'économie française ?

IMPOSONS LE PARTAGE DES RICHESSES.

Après la grève du 27 mai il est urgent de renforcer la mobilisation et avec l'Union syndicale Solidaires, nous continuons à penser et dire dans les réunions intersyndicales locales et nationales que la répétition de "temps forts" espacés de deux mois ne peut suffire à faire reculer le gouvernement.

L'UNITÉ C'EST POUR QUAND ?

Encore une fois nous faisons le constat que les organisations syndicales de Guyane s'obstinent dans des stratégies perdantes. Cette fois-ci encore, nous les avons sollicitées pour se rencontrer afin de décider ensemble des modalités d'actions pour la journée du 27. Résultat : aucune réponse. Chacun a préféré poireauter dans son local. Dans ces conditions, personne ne s'étonnera que les grévistes restent chez eux les jours de mobilisation.

Quel syndicat peut croire qu'il gagnera seul face à un gouvernement et un patronat bien décidés à poursuivre leur politique de casse des acquis sociaux ? Le mouvement ouvrier n'a jamais connu de victoire déterminante dans la division syndicale. L'unité des travailleurs est donc un impératif absolu.

C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE.

Pour SUD Education Guyane il est bien clair que nous n'arriverons pas à défendre notre système de retraite sans une mobilisation massive dans l'hexagone mais aussi en Guyane. La réforme des retraites s'appliquera aussi en Guyane si elle passe.

L'avenir des retraites nous concerne tous,
alors tous ensemble continuons le combat !
Tous en grève le 24 juin !

Retrouvez les infos de SUD Éducation Guyane sur www.sudeducationguyane.org



Depuis la fin des MI-SE (Maître d'Internat, Surveillant d'Externat) et la généralisation des contrats précaires dans le service de vie scolaire, la qualité du service n'a fait que décroître. La baisse du niveau de recrutement, l'instabilité des équipes de surveillants, la multiplication des types de contrat ont rendu la tâche difficile pour les CPE sensés organiser la Vie scolaire. Après s'être bien appliqué à rendre ce service de moins en moins efficace, le gouvernement nous impose des solutions qui, loin d'améliorer la situation, ne vont qu'accélérer sa détérioration.

PRÉCARITÉ

En premier lieu il s'agit de rendre les personnels de plus en plus précaires en leur donnant des missions de plus en plus importantes. En instaurant, par exemple, depuis février 2009 les médiateurs de réussite éducative, embauchés en contrats précaires (type CAE) sans qualification et dont les missions (suivi des absences des élèves dans et hors de l'établissement) empiètent dangereusement sur les prérogatives des CPE et des AS.

EXTERNALISATION

Ensuite, quand toute la communauté éducative est devant le fait accompli, que le personnel de surveillance n'est plus assez efficace pour contrôler le mouvement des élèves, le gouvernement tente de généraliser la vidéo-surveillance et instaure des équipes mobiles de sécurité pour venir rétablir l'ordre dans les établissements en cas de problème. Après avoir été expérimenté en région parisienne, ce dispositif s'est généralisé en 2010 sans réelle évaluation de son efficacité. Le souci n'est pas là, mais bien de vider le service Vie scolaire de sa mission d'accompagnement éducatif des élèves dans leur scolarité au profit d'une gestion sécuritaire des établissements. L'introduction d'un bureau pour un représentant des

forces de l'ordre dans les bahuts difficiles et la menace de suppression des allocations familiales viennent encore renforcer cette vision autoritaire et sécuritaire du gouvernement en matière d'éducation.

RENFORCEMENT DE LA HIÉRARCHIE

Pour finir, la politique éducative du ministre Chatel ne serait pas tout à fait à droite s'il n'y avait aucune mesure renforçant le pouvoir hiérarchique dans l'établissement. En matière de vie scolaire la mesure prend la forme de la création d'un préfet des études, dont les missions, encore floues, en feraient un super CPE, doté du pouvoir de sanction et surtout faisant partie de l'équipe de direction. Il ne reste plus qu'à élargir les missions des enseignants afin de leur faire surveiller la cour de récréation et la disparition du service de Vie scolaire et des CPE se fera d'elle-même.



Réforme des lycées

Avec la nouvelle réforme, l'élève de seconde générale devra choisir obligatoirement entre deux options d'économie : Sciences Économiques et Sociales ou Principes Fondamentaux de l'Économie ou de la Gestion. Mais un « petit » lycée comme Juminer ne proposera que SES, pas le choix... Économie pour tous, c'est à la mode!

Mais il n'y a qu'une prof d'économie, qui a déjà 25 heures au lieu des 18, et même si toutes les secondes auront 1h30 par semaine, seul un BMP (Bloc de Moyen Provisoire) est créé. A noter bien sûr qu'auparavant, l'option SES contenait 2h30 d'enseignement, on survolera donc cette matière.

L'élève devra ensuite choisir une matière parmi les 14 enseignements d'exploration, (Ber-

tene en proposera 6). Ces enseignements ne seront pas évalués et n'interviendront pas pour l'orientation en première. Bien sûr, aucune création de postes n'aura lieu pour permettre d'assurer tous les enseignements complémentaires : il faudra faire avec les heures supplémentaires...

Autre avantage de la réforme, les élèves pourront facilement changer de filière pour mieux s'orienter (passer par exemple de L en S ou passer d'une série technologique à une série générale) car 60% de l'emploi du temps de toutes les séries sera consacré au tronc commun. Mais de toute façon, on continuera à mettre les bons élèves en S et les mauvais en L, et passer d'une série technologique à une

Le lycée Léon Gontran DAMAS est touché, comme l'ensemble des établissements, par la réduction et la déqualification des moyens humains. L'équipe enseignante n'étant pas forcément la plus revendicative, il a fallu attendre que la situation devienne intenable pour réagir. En effet, au début du mois d'avril, la situation est alarmante : infirmière absente et non remplacée, CDI en manque de personnel, vie scolaire tournant au ralenti avec 1 seul CPE (pour 1200 élèves !!!), le second étant en arrêt maladie et non remplacé, et avec seulement 2 contrats d'avenir et 4 assistants d'éducation pour l'accompagner. L'ambiance dans le lycée s'en ressent d'ailleurs énormément, avec des bruits dans les couloirs

même pendant les cours et des locaux de plus en plus dégradés. Cela n'a cependant pas l'air d'affoler la direction qui accepte les réductions d'effectifs rectorales sans broncher. Sous l'impulsion de quelques collègues, plusieurs AG sont organisées et nous décidons de débrayer un jeudi matin afin d'aller réclamer des moyens au rectorat. On se retrouve donc environ 60 profs au rectorat à exposer nos revendications et les résultats sont immédiats. Dès le lundi, l'infirmière est là, un second CPE est présent et 5 CAE + 1 contrat d'avenir sont ajoutés aux effectifs de vie scolaire.

Par contre, nous ne réclamions pas des postes de CAE mais des assistants d'éducation (meilleurs statut et qualification) et le rectorat ne veut pas en entendre parler (ce sont les consignes gouvernementales). De plus, nous nous retrouvons avec 3 CPE en cette fin d'année scolaire mais il n'y a aucune garantie que le 3ème reste à la rentrée alors que même le rectorat reconnaît que pour 1200 élèves il y a 3 CPE en métropole.

En tout cas, on voit encore une fois que ce n'est pas en attendant les non-décisions des chefs qu'on obtient des choses mais en se mobilisant collectivement.



La réussite pour tous ? C'est en option !

Evaluations Tout est possible

Début juin les enseignants de maternelle ont été sommés de faire passer les évaluations académiques aux élèves de grandes sections. Sur l'école Solange Patient de Kourou l'inspection a trouvé des remplaçants pour s'assurer que les classes dont les enseignants étaient absents pourraient malgré tout passer ces fameuses évaluations.

Une semaine après, il y avait encore deux collègues en arrêt mais les évaluations étant terminées il n'y avait plus de remplaçants sur la maternelle.

Sur Montsinéry ce sont carrément les classes de Petite et Moyenne section qui ont été renvoyées à la maison pour que leurs enseignants fassent passer les évaluations !

série générale est utopiste. Il paraît qu'on pourra constituer des classes réunissant des élèves de différentes séries, mais on ne le fera pas parce que c'est trop compliqué à gérer (ou alors, est-ce pour regrouper plus tard les classes à effectifs moyens pour économiser des postes et surcharger les classes ??? Là, on devient parano!). Bref, tout ça va être utile ! Bonne nouvelle : on va développer la culture au lycée, des séances de ciné seront organisées le week-end, c'est trop cool : les grandes œuvres du patrimoine cinématographique comme ils disent, on y croit tous. On cherche même un prof référent culturel (si vous connaissez un beau pigeon...) Et en terminale L, il y aura plein de spécialités au choix

(sur le papier), mais dans notre lycée, rien de tout ça car il n'y aura que du théâtre.



Pour éviter les redoublements, des stages de remise à niveau seront organisés pendant les vacances scolaires par des enseignants volontaires (y'en aura des millions !!!), et vive les heures sup !

Sur le programme, la régression semble aussi à l'ordre du jour : longueur, inadaptation aux élèves, « dénatura-tion » des SES selon les désirs du patronat, orientation idéologique en Histoire avec une conception très euro-péano-centriste...

Bref, on est en train de nous faire rêver, mais, concrètement, la rentrée risque d'être encore plus festive que les autres années (et c'était déjà de sacrées teufs !).

La réforme peut paraître séduisante sur le papier mais, finalement, elle est constituée de projets irréalisables, particulièrement ici, par manque d'infrastructures, de moyens et de postes.

RESF Les élèves étrangers pendant les vacances

Les vacances scolaires sont propices aux arrestations des jeunes majeurs étrangers dont la situation scolaire n'est pas toujours claire. Il est important que les élèves partent en vacances avec une preuve de leur inscription pour l'année prochaine. Ils doivent en garder une copie sur eux en permanence. Dites-leur !



Si vous êtes informé qu'un élève est arrêté,
vous pouvez appeler le numéro d'urgence RESF : 0694 26 90 90 pendant tout l'été.

Heures sup' Campagne de refus 2010-2011

A la rentrée, de nombreux postes auront disparu, remplacés par des heures supplémentaires. Accepter ces heures au-delà de l'heure obligatoire légalement imposable, c'est contribuer à la casse du service public d'éducation.

Penser que nous pouvons absorber facilement des heures supplémentaires, c'est remplacer une logique de qualité du service d'éducation par une logique comptable. Et que l'on ne vienne pas pleurer auprès des collègues parce que telle classe n'aura pas de prof à la rentrée. Qui est responsable des choix budgétaires ? Pas nous !

Oui ! Un enseignant fait largement ses quarante heures par semaine. Non ! Nous ne voulons pas voir notre charge de travail encore augmenter. Non, nous ne pouvons pas avoir la même disponibilité pour nos élèves lorsque nous sommes surchargés.

Accepter des heures sup' au-delà de l'heure unique qui peut être imposée, c'est cautionner la baisse des postes, cautionner la baisse de qualité du service d'éducation, cautionner sa casse.

Refuser les heures sup' mode d'emploi

Dès le mois de juin, refusez les heures supplémentaires en indiquant clairement sur vos fiches de vœux que vous n'accepterez aucune HSA au delà de l'heure légalement imposable. SUD éducation vous encourage également à rencontrer vos collègues et à vous organiser dans les établissements pour faire connaître collectivement votre refus à l'administration.

ENSEMBLE ON EST PLUS FORT !

Ne pas rester isolé est encore la meilleure des défenses. N'allez jamais voir votre supérieur hiérarchique seul. Faites-vous accompagner par un collègue.

N'hésitez pas à nous signaler tout abus ou tout problème que vous seriez amené à rencontrer.

Pour contacter SUD : 0594.38.86.08 - 0694.28.75.25

sudeducaguyane@laposte.net

Refuser les heures sup' c'est :

- ✓ Sauver des postes et obliger l'administration à en créer, donc permettre la création de plus de postes aux concours de recrutement.
- ✓ Empêcher la dégradation de nos conditions de travail et rester crédibles sur l'horaire de 18h hebdomadaires.
- ✓ Travailler moins mais travailler mieux pour éviter un appauvrissement de la qualité du service public d'enseignement.
- ✓ Ne pas apporter une réponse individuelle à une revendication salariale légitime et collective.

**Ne cédon pas aux pressions !
Résistons collectivement pour sauver et créer des postes !**



VOUS TROUVEREZ TOUTES LES INFOS ET LES DOCUMENTS NÉCESSAIRES SUR NOTRE SITE www.sudeducationguyane.org